

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Projet socialiste

Bref compte-rendu du BN du PS du 6 juin 2006

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 7 juin 2006

Démocratie & Socialisme

Le Bn s'est tenu de 16 h à 1 h 30 du matin. Nous y étions invités, Marc Dolez et Gérard Filoche pour défendre notre point de vue. Dès le début François Hollande a voulu interdire Marc Dolez de parole. Présent oui... Mais sans droit d'expression.

Personne ne s'est opposé à cet interdit, personne.

Il a fallu attendre une vingtaine de minutes pour que lors de son tour de parole, DSK en profite pour préciser que si nous étions invités nous devions pouvoir parler.

Cela a fait reculer François Hollande qui nous alors laissé parler ensuite. Ce que Marc Dolez a fait en expliquant le sens de notre démarche, un "contre projet", mais puisque il nous était refusé de le soumettre au vote des militants, nous avons fait dix amendements.

François Hollande a dit "pas de contre projet".

Personne n'a rien dit.

Ensuite on est passé à l'examen des 34 pages du projet une à une. Nous découvrons le projet au fur et à mesure, les autres l'avaient eu la veille.

Nos amendements écrits n'ont pas été distribués aux 100 camarades présents. Pas plus que aucun autre amendement de quiconque n'a été communiqué par écrit à l'assemblée de ce BN pendant les 9 h 30 de débat.

Nous sommes intervenus les premiers pour dire

- ▶ qu'il fallait rejeter la "retraite à la carte" mot d'ordre du medef ;
- ▶ qu'il fallait défendre la retraite à 60 ans ;
- ▶ refuser le temps partiel dit choisi mais subi ;
- ▶ rapprocher la durée réelle du travail des 35 h en abaissant la durée maxima de 48 à 44 h, en majorant le taux de heures supplémentaires et en diminuant le nombre, le contingent, le compte épargne temps, les deux jours de repos consécutifs, etc.
- ▶ contrôler les licenciements abusifs et boursiers.

On a sauvé le parti (et le peuple français) de "la retraite à la carte"... et fait ré introduire le chiffre de 60 ans dans la partie retraite, mais pas l'indexation sur les salaires, ni les 10 meilleures années, ni le taux de remplacement à 75 %, ni fait revenir le nombre d'annuités de cotisations au nombre moyen réel d'années travaillées par les salariés français (37 annuités).

On a fait quelques amendements de sauvegarde (la date des élections prud'hommes, le doublement des effectifs de l'inspection du travail, etc.).

A la fin, il n'y a toujours pas les modalités de la retraite à 60 ans, rien sur le droit du licenciement, rien de correct sur les 35 h, (on a fait revenir faiblement le mot "loi"), rien de substantiel sur les salaires...

Bon voilà...

A la fin, vers 1 h, Francois Hollande a encore refusé que nos amendements non intégrés soient soumis au vote des militants pour le 22 juin.

Personne n'a rien dit. Aucun courant, aucune sensibilité, aucune personnalité présente n'a demandé la démocratie. A la fin il y eu trois abstentions (Francois Delapierre, Mariane Louis, Arnaud Montebourg) et nous étions deux à voter contre : mais François Hollande a déclaré que nos voix ne comptaient pas.

Pas de démocratie, pas de liberté de choix, pas de droit de décider, pas de possibilité de proposer des amendements aux militants... ce, en dépit des statuts et traditions de ce parti : il avait toujours été possible de déposer des amendements au "projet", différents, aussi bien en 1980 qu'en 1988...

Le projet qui nous est soumis là sera le projet de "tout" le parti s'il est voté par les militants.

Il est un des textes les plus modérés que le parti ait voté depuis plus de dix ans.

Pas de mesure phare, que des demies mesures !

Pas de transformation sociale pour redistribuer les richesses, pas question de reprendre aux profits les 10 points qu'ils ont pris aux salaires, donc pas de financement, donc peu d'avancées in fine.

Tous les artisans de la synthèse du Mans se sont donc retrouvés sur un texte en retrait même de ladite synthèse. Non seulement rien n'a avancé vers la gauche, mais c'est plutôt de façon droitière que des mois de discussion, d'états généraux internes, se concluent !

Nous allons attirer l'attention de tous les militants, anciens et nouveaux, par tous les moyens possibles de communication, certes limités par la volonté de François Hollande et de tous les membres présents qui n'ont pas levé le petit doigt pour défendre le droit de déposer et de faire voter des amendements...

Nous allons demander partout ou c'est possible à nos camarades de faire circuler les amendements et de le soumettre au vote de leurs fédérations, des militants et appeler a rejeter le projet en l'état.

Gérard Filoche